

Le traité de libre-échange transatlantique, stop ou encore ?

“Une majorité d’Européens est favorable à un accord”

Union européenne Au Parlement bruxellois, la commissaire au Commerce a défendu le TTIP.

Propos recueillis par **Olivier le Bussy**

Tandis que les opposants au Partenariat transatlantique de commerce et d’investissement (plus connu sous son acronyme anglais TTIP) battaient le pavé du quartier européen, la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström défendait le bien-fondé de l’accord en négociations devant le Parlement bruxellois.

La visite de la Suédoise s’inscrit dans l’offensive de communication de la Commission, qui veut démonter les accusations visant l’opacité des négociations menées entre les Américains et l’exécutif européen, au nom de l’Union. “J’ai déjà participé à une vingtaine de négociations commerciales, celles-ci sont les plus transparentes auxquelles j’ai prit part”, a défendu M^{me} Malmström devant les élus bruxellois, les appelant à visiter le site sur le TTIP de la Commission. Tout en prenant soin d’ajouter : “Certains points ne peuvent pas être négociés devant les caméras (air connu) et nous ne pouvons pas dévoiler les positions américaines.”

Si Cecilia Malmström prend le temps de faire le tour des Parlements nationaux et régionaux – “J’en ai déjà visité dix-sept”, compte-t-elle – c’est aussi parce qu’au final, le TTIP pourrait être considéré comme un accord mixte, qui devrait recevoir l’approbation du Parlement européen mais aussi celle des parlements des Etats membres. La commissaire s’est donc employée à rassurer, sinon à convaincre les plus circonspects, que les normes européennes ne sont pas menacées, que le système européen d’agrément des OGM ne changera pas ou que le TTIP “n’obligera personne à privatiser les services publics”.

“On discute tout avec les Etats membres”

A l’issue du débat, elle a répondu aux questions d’un quarteron de médias, dont “La Libre”.

Le secteur agricole européen est déjà en crise. N’est-ce pas lui qui aurait le plus à perdre d’une libéralisation des échanges avec les Etats-Unis ?

Je ne le crois pas. Nous avons actuellement un surplus d’exportations vers les Etats-Unis et il y a un potentiel à exploiter. Le chocolat, le fromage, le vin, la bière, les plats préparés... sont soumis à beaucoup de tarifs douaniers. Si on peut les éliminer, ce sera moins cher pour nos agriculteurs d’exporter leurs produits, et je crois qu’il y a une demande aux Etats-Unis pour une nourriture de qualité. Bien sûr, certains produits sensibles, comme le bœuf, le riz... seront exclus de la libéralisation des tarifs.

Comment et à quel moment de la négociation décidera-t-on quel secteur européen sera gagnant ou perdant ?

Ce n’est pas comme ça qu’on négocie : on tente de faire le plus de gagnants possible et d’éviter qu’il y ait des perdants. Toutes

nos positions sont discutées en permanence et en détails, en amont et en aval des négociations avec les Etats membres. Je ne peux pas inventer une stratégie de mon côté.

Les Américains reportent autant de sujets que possible pour la fin des négociations...

Nous ne l’accepterons pas. Maintenant qu’ils ont conclu l’accord de partenariat transpacifique (TPP), il faut faire preuve de sérieux. Nous leur avons envoyé plusieurs chapitres de négociations, nous attendons des réponses. Nous ne pouvons pas garder tout ce qui est difficile pour la fin.

Sera-ce un accord “tout ou rien”, ou peut-on imaginer que des chapitres soient sortis du mandat de négociations, faute d’accord ?

S’il y a des choses difficiles à régler, ce sera un accord sujet à révision, en théorie. Mais je n’identifie pas de tels sujets pour le moment...

Si les Etats-Unis refusent d’ouvrir leurs marchés publics, par exemple...

C’est une décision qui devra être prise par les Etats membres, pas par moi. Beaucoup d’entre eux seraient déçus s’il n’y a rien sur les marchés publics. Donc, je ne pense pas que ce soit possible de sortir ça du mandat de négociations. Cela dit, dans le

TPP, je crois qu’il y a une phrase qui ouvre une brèche du côté américain. Mais c’est une réponse théorique.

Il y a eu plusieurs manifestations contre le TTIP ces dernières semaines, une pétition qui a recueilli plus de trois millions de signatures a été déposée devant la Commission... N’avez-vous pas perdu la bataille de la communication ?

C’est un sujet de préoccupation. Mais dans tous les pays de l’Union, sauf quatre (Belgique, France, Luxembourg et Autriche), les sondages montrent qu’une majorité de citoyens sont favorables au TTIP.

Vous avez présenté en septembre une proposition pour réformer le mécanisme controversé des tribunaux privés qui doivent régler les différends entre investisseurs et Etats. Et si les Etats-Unis la repoussent ?

Les négociations sur ce sujet n’ont pas encore commencé. Mais j’ai noté que

beaucoup d’éléments de notre proposition sont présents dans le débat américain et ont été discutés dans le cadre du TPP et au Congrès américain : un système d’appel, la transparence, la limitation du

champ d’action de ces tribunaux, un code de conduite pour les arbitres... Bien sûr, ils ne diront pas oui à tout. Ce sera une négociation.

“Les Etats membres se cachent derrière la Commission.”

CECILIA MALMSTRÖM

La commissaire européenne en charge du Commerce rappelle qu’elle est mandatée par les Vingt-huit.

Épingle

La voix patronale des partisans

Alors que les contestataires (associations, partis de gauche, syndicats, etc.) bravaient la pluie et le froid, les organisations patronales

belges optaient pour la "lettre ouverte" destinée à faire entendre "la voix des partisans du TTIP". Dans un courrier de trois pages, six fédérations d'entrepreneurs (FEB, UWE, Beci, Unizo, Voka et Boerenbond) déplorent la tournure "parfois émotionnelle" de certaines

discussions, même si elles disent pouvoir comprendre "les questions, voire préoccupations, légitimes auxquelles une réponse doit être apportée". Mais, pour le reste, le banc patronal belge ne voit que des avantages à un TTIP "large, ambitieux et équilibré". Il conteste en

particulier l'argument selon lequel un tel accord mènera à un affaiblissement généralisé et unilatéral des normes et standards européens. "Nous demandons instamment que l'on ne soit pas aveugle aux avantages d'un accord équilibré entre les deux premières économies du monde."

Des manifestants motivés mais peu nombreux

■ Moins de mille personnes ont tenté d'encercler le sommet européen.

Reportage

Maria Udrescu et Isabelle Lemaire

Il ne se passe rien ici. Ça m'énerve ! lance une manifestante à quelques pas d'un barrage policier sur la rue Belliard à Bruxelles. L'Alliance D19-20, qui regroupe plusieurs dizaines d'associations belges (syndicats, agriculteurs, ONG, ASBL, etc.), n'a pas vraiment réussi à mobiliser largement ses troupes, jeudi, pour manifester son opposition au traité transatlantique de libre-échange (TTIP) et à l'accord commercial signé avec le Canada (Ceta). Selon les estimations du porte-parole de la zone de police Bruxelles-Ixelles Christian De Coninck, seuls six cents manifestants étaient au rendez-vous.

Dans un quartier Schuman entièrement bouclé par un important dispositif policier, les protestataires, trempés par une pluie soutenue et transis de froid, ont

mené, cinq heures durant, leur action de blocage. L'événement ne s'est pas déroulé sans incidents puisque cent cinq personnes ont été arrêtées par les forces de l'ordre.

Une menace pour l'agriculture familiale

Six syndicats agricoles belges et la Confédération paysanne française avaient appelé leurs membres à participer au rassemblement, mais seules quelques dizaines d'agriculteurs ont fait le déplacement. Pour eux, une chose est sûre : le TTIP et le Ceta sont de véritables menaces pour l'agriculture familiale européenne.

Ils faciliteraient l'importation de produits agricoles américains controversés en Europe. Et les standards de production locaux (sanitaires, de bien-être animal, de taille des exploitations...) sont bien différents des nôtres. "Aux Etats-Unis, on autorise l'alimentation du bétail avec des organismes génétiquement modifiés (OGM). Les bêtes sont piquées aux hormones, les poulets traités au chlore. Leur agriculture est démesurée, avec

des fermes énormes. Comment pourrions-nous rester compétitifs avec des exploitations de cinquante vaches ?", s'indigne Guy Francoq, président du syndicat agricole Mig.

"Le TTIP, c'est la fin du modèle agricole que

nous défendons : familial, de qualité, durable et traçable", expliquent Claude et Stéphanie, deux agricultrices françaises, dans la foule sous la bannière de la Confédération paysanne. "Qu'il n'y ait plus de réglementation sur les pesticides et les perturbateurs endocriniens nous préoccupe. Et exporter nos produits, ce n'est pas la solution. On le voit : ce qui marche, ce sont plutôt les circuits courts."

"On nous dit qu'avec les traités qui vont libéraliser le marché, nous allons pouvoir exporter nos produits aux Etats-Unis, mais nous ne voulons pas entrer en compétition avec les fermiers bio américains", souligne Tijs Boelens, un jeune agriculteur bio flamand.

Un manque de transparence qui inquiète

Du côté des syndicats, on s'indigne notamment face au mystère qui entoure cet accord. "Si les services publics et la démocratie ne sont pas en danger, pourquoi les négociateurs interdisent-ils toute transparence sur ce traité non seulement aux simples citoyens, mais même aux eurodéputés qui sont dépouillés de leurs téléphones et de leurs bics avant de consulter ces fameux textes ?" se demande Felipe Van Keirsblick, secrétaire général de la CNE.

Travailleurs, PME, étudiants, tous dénoncent un accord qui n'apportera d'avantages qu'aux multinationales, au détriment de la population, disent-ils. "Ils essayent d'harmoniser les réglementations des Etats-Unis et de l'Europe. Le problème est qu'ils prendront le pire de chaque côté pour que l'espace pour le business soit plus vaste. On met en danger la

santé, les conditions de travail, les services publics", met en garde Pedro Arrojo, professeur d'économie à l'Université de Saragos et coordinateur des Marches européennes.

Un autre point du traité qui indignent ses opposants est l'instauration d'une justice parallèle pour régler les différends quant à l'application de l'accord. Un mécanisme qui risquerait de devenir une arme des multinationales pour attaquer les réglementations des Etats. "Quand c'est un accord commercial qui dicte les décisions du gouvernement, on déplace le centre de gravité politique vers le monde économique et les multinationales, des acteurs qui n'ont pas été élus", dénonce Paul Blanjean, du groupe Alliance D19-20. Ainsi, ajoute-t-il, "il s'agit ici non pas d'une manifestation contre quelque chose, mais pour une autre Europe. Une Europe qui ne soit pas dirigée par le monde financier. Une Europe de la population, qui inspire confiance et espoir".

"Ils veulent harmoniser les réglementations des Etats-Unis et de l'Europe. Le problème est qu'ils prendront le pire de chaque côté."

PEDRO ARROJO

Professeur d'économie à l'Université de Saragos et coordinateur des Marches européennes.